

**Nicolas Hulot
et Marc Dufumier**

Alors que le Salon de l'agriculture ouvre aujourd'hui ses portes, le président de la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme (FNH), qui cosigne avec le professeur émérite en agriculture comparée à l'AgroParisTech*, en appelle à une nouvelle conception de l'agriculture.

La PAC peut-elle encore sauver l'agriculture ?

Depuis plus de cinquante ans, la politique agricole commune (PAC) règne sur notre agriculture, détermine son avenir et celui de plus de 11 millions d'agriculteurs en Europe. Depuis l'après-guerre, un leitmotiv : produire toujours plus pour garantir la sécurité alimentaire du continent. Certes, l'Europe produit aujourd'hui assez pour se nourrir et souffre même, depuis les années 1980, de crises régulières de surproduction. Mais le coût social et environnemental de cette politique est catastrophique. Les choix faits, ceux de toujours plus d'engrais et de pesticides, de surconsommation d'eau ou encore de l'ultraspécialisation des agricultures régionales autour de l'élevage ou des grandes cultures céréalières sont lourds de conséquences.

Pour les hommes et les femmes qui en vivent, c'est une perte de 25 % de l'emploi agricole en dix ans et, avec elle, la détérioration du tissu rural, du lien social et une paupérisation croissante. Peut-on se résoudre à ce que plus d'un quart des agriculteurs gagnent moins de 900 euros par mois, et soient ainsi au-dessous du seuil de pauvreté ? Non. Quant aux dégâts environnementaux, ils condamnent à très court terme

l'existence même de l'agriculture - sans parler des risques pour la santé des consommateurs, mais plus encore pour les paysans eux-mêmes, liés à l'utilisation excessive des intrants.

Qu'en sera-t-il de notre productivité quand les sols auront perdu totalement leur fertilité et

que tous les engrais ou les OGM n'y pourront rien ? Nos cultures et nos élevages parviendront-ils à s'adapter au changement climatique inévitable ? Ou irons-nous chercher une eau déjà de plus en plus rare et convoitée de tous ? Tous les voyants sont au rouge. N'ignorons plus les dommages collatéraux, ni leur prix.

Sans le savoir, nous payons trois fois le prix de notre alimentation : premièrement en faisant nos courses ; deuxièmement par nos impôts, puisque 350 euros par foyer sont consacrés au soutien de cette politique, troisièmement parce que l'agriculture laisse à la charge de la société l'ensemble des dommages à l'environnement, qu'il faut bien réparer. Presque 10 % de la facture d'eau des ménages est consacrée ainsi au traitement de l'eau polluée par les nitrates et les produits phytosanitaires, pour un montant global de près de 1,5 milliard d'euros par an !

La PAC, comme l'agriculture d'aujourd'hui, ne correspond plus aux aspirations des citoyens, français et européens. L'essor du bio, chez soi comme en restauration collective, montre bien que nous aspirons à une alimentation de qualité et de proximité. Malgré cela,

« Si le bio avait bénéficié des mêmes aides que l'agriculture intensive (...) son coût serait plus abordable »

la surface cultivée en bio reste très en deçà des attentes, faute d'une politique adaptée. Notons que si le bio avait bénéficié des mêmes aides que l'agriculture intensive, il ne fait aucun doute que son coût serait plus abordable.

Quelques acharnés continuent à porter la vision archaïque d'une agriculture européenne qui « doit » nourrir le monde. Quelle illusion ! Le problème n'est pas tant de produire mais de répartir. Plus d'un milliard de personnes souffrent de la faim sur une planète qui non seulement produit assez pour tout le monde, mais qui s'offre

le luxe, selon la FAO, de gaspiller plus de 30 % de la production mondiale !

Ne rien changer, continuer comme avant est sans doute rassurant, mais nous n'avons tout simplement pas le choix. Assumer est sans doute le moindre mal. Les limites écologiques de notre monde, l'érosion de la biodiversité, la pollution des nappes phréatiques, les changements climatiques imposent un nouveau modèle agricole et une transition que la PAC doit

« Quelques acharnés continuent à porter la vision archaïque d'une agriculture européenne qui "doit" nourrir le monde. Quelle illusion ! »

anticiper et accompagner. Il faut changer le logiciel sur la répartition des aides. D'abord en finir avec une agriculture à deux vitesses : celle des exploitations, aidées massivement alors même qu'elles sapent le capital naturel, et celle d'une agriculture à taille humaine, plus soucieuse de ses impacts, et pourtant jusqu'à maintenant marginalisée par les politiques agricoles. Cela passe notamment par la fin rapide des références historiques qui perpétuent une répartition inéquitable des aides entre agriculteurs et entre États

par exemple qu'un agriculteur qui s'engage à préserver la qualité de l'eau, à créer des haies pour protéger la biodiversité et à diversifier ses cultures, soit justement rémunéré. Un système vertueux est possible pour produire une alimentation de qualité en paix avec son environnement.

Cette réforme de la PAC n'aura de sens que si elle s'inscrit aussi dans une

réflexion plus globale sur l'agriculture mondiale. Puisqu'à juste titre l'ambition européenne est la sécurité alimentaire, gageons que nous nous mettrons rapidement en situation de nous affranchir des importations massives, notamment de soja, aux conséquences sociales et environnementales tragiques outre-Atlantique, en particulier pour les forêts tropicales. Ce n'est pas une fatalité, nous avons les moyens de développer en Europe les protéines nécessaires à l'alimentation du bétail.

Dans le même temps, il est nécessaire que nous cessions rapidement d'approvisionner les marchés des pays du Sud avec des produits à bas coût et de mauvaise qualité. Car les subventions déguisées aux exportations concurrencent les cultures vivrières du Sud et condamnent son agriculture.

Cette inévitable remise en cause des règles du jeu du commerce agricole, et notamment des accords de Blair House et des restitutions aux exportations, constitue le pendant international d'une réforme de la PAC. Il y va de la dignité de l'Europe que d'être à l'écoute des aspirations des citoyens comme des producteurs, au Nord comme au Sud.

* *Vient de faire paraître « Famine au Sud, malbouffe au Nord. Combattre le bio peut nous sauver », Nil, 193 pages, 18 €.*

**Klaus F. Zimmermann**

L'économiste allemand, professeur à l'université de Bonn, considère que le programme économique du candidat socialiste n'entraîne pas la France dans la bonne direction.

François Hollande risque de faire reculer la France derrière l'Italie et l'Espagne

Les réformes du marché du travail récemment annoncées par l'Italie et l'Espagne auraient dû intervenir il y a longtemps, mais elles placent ces pays sur la voie d'un avenir plus prospère. L'Irlande est également en train de prendre les bonnes mesures. Ces initiatives doivent être saluées car elles sont bénéfiques pour toute l'Europe.

Dans ce contexte, il serait regrettable que la France et son probable futur président François Hollande s'engagent dans la direction opposée, annulant ainsi les gains des réformes, pourtant timides, menées par Nicolas Sarkozy durant son mandat.

Si le candidat du Parti socialiste est élu et respecte ses engagements, son pays risque d'être rapidement perçu comme l'Italie d'avant Mario Monti. Certes, M. Hollande a évoqué les réformes du marché du travail engagées voilà plus de dix ans par l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder.

Ces mesures, mises en œuvre par l'Allemagne, ont montré qu'en pleine crise économique, le chômage pouvait être réduit, même dans une économie au coût de main-d'œuvre élevé.

Mais François Hollande ne semble pas comprendre que le fait de s'appuyer sur de nouvelles hausses d'impôts n'était justement pas la solution adoptée par ceux dont il partage les idées, les sociaux-démocrates allemands. M. Schröder avait bien compris qu'afin qu'une économie progresse, la part des dépenses publiques dans le PNB ne devait pas augmenter. Un conservateur

aurait eu beaucoup plus de mal à faire passer ce message.

Les sociaux-démocrates allemands ont mené une expérience économique audacieuse : ils ont montré que des partis de gauche étaient capables de restructurer et de dynamiser l'économie, en réduisant les prestations ainsi que le rôle de l'État dans l'économie. S'il y a une leçon que François Hollande doit retenir, c'est bien celle-ci, d'autant que la part du secteur public dans l'économie est beaucoup plus élevée en France qu'en Allemagne. Au lieu de cela, il opte pour une solution singulière, propre à la France, affirmant que les lois économiques qui sont applicables dans d'autres pays ne le sont pas dans le sien.

Cela est d'autant plus regrettable qu'une France qui se dirige dans

économiques et sociales. Angela Merkel, pour sa part, faisant fi du protocole, se déclare prête à faire campagne aux côtés du président français pour aider à sa réalisation.

Tous ceux qui connaissent les aléas de l'histoire franco-germanique reconnaîtront qu'il s'agit là d'un pari risqué. L'année prochaine, la France et l'Allemagne célébreront le cinquantième anniversaire de leur traité d'amitié. La meilleure façon de renouveler ce lien privilégié serait pour M. Hollande, s'il est élu, de revoir sa politique.

Récemment la Banque mondiale, présidée par Bob Zoellick, plutôt critique envers la politique économique allemande, a clairement déclaré que dans certains pays comme la France, le coût du

« La Banque mondiale a clairement déclaré que dans certains pays comme la France, le coût du travail est trop élevé, compte tenu de la diminution du temps de travail et du nombre trop généreux de jours de congé »

travail est trop élevé, compte tenu de la diminution du temps de travail et du nombre trop généreux de jours de congés accordés. Dans le cas de la France, cela va bien au-delà des cinq semaines de vacances. La Banque mondiale considère à juste titre que cette stratégie n'est pas viable dans une économie mondiale marquée par une concurrence internationale accrue.

Tout cela serait doublement dommageable au moment où Nicolas Sarkozy, donnant un exemple sans précédent de coopération transnationale, vient de faire sienne, à la télévision française, la conception allemande des affaires

travail est trop élevé, compte tenu de la diminution du temps de travail et du nombre trop généreux de jours de congés accordés. Dans le cas de la France, cela va bien au-delà des cinq semaines de vacances. La Banque mondiale considère à juste titre que cette stratégie n'est pas viable dans une économie mondiale marquée par une concurrence internationale accrue.

Le pire dans les déclarations de François Hollande, c'est qu'elles vont probablement susciter de faux espoirs au sein de la population française. Sa critique de la finance est justifiée, mais celle-ci n'est pas responsable du manque de compéti-

tivité française. Blâmer les banques est une chose, mais cela ne rend pas financièrement plus pertinente son intention d'abaisser l'âge de la retraite à 60 ans.

Si François Hollande examinait les choix faits par les sociaux-démocrates allemands il y a dix ans, il comprendrait qu'ils n'ont pas opté pour cette approche à la légère. Les réformes furent très douloureuses et certaines le sont toujours. Mais il n'y avait aucune autre alternative. Un niveau de vie élevé doit se mériter et non pas simplement se revendiquer.

Dans l'Europe d'aujourd'hui, ce n'est certainement pas à celui qui sera le plus « allemand ». Une telle affirmation témoignerait d'une profonde incompréhension des réalités mondiales et en particulier des pressions concurrentielles inhérentes à une économie mondiale de plus en plus interconnectée.

S'il y a une chose que l'on ne peut pas reprocher aux Allemands, c'est d'être descendus de leur piédestal et d'avoir su s'adapter. On peut considérer que l'économie allemande, par le volume de ses exportations et la réussite des réformes du marché du travail, est la plus mondiale. D'après moi, c'est l'unique et véritable caractère du leadership allemand.

Plus la France tardera à adopter ce qui est non pas une vision allemande, mais une vision globale pour l'Europe, plus cela risque de lui nuire tout comme au reste de l'Europe. Les gouvernements réformistes italiens et espagnols ne manqueraient pas de souligner à la première occasion qu'ils sont largement en train de devancer la France. Ils ont déjà rattrapé leur retard en matière de flexibilité du marché du travail et bientôt, on espère, en termes de dynamisme économique. (Traduit de l'anglais par Sophie Bond)

